

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Zapatero-soutient-la-restructuration-de-la-dette-argentine>

Zapatero soutient la restructuration de la dette argentine

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : mercredi 26 janvier 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, a apporté mercredi son "soutien" au plan lancé par l'Argentine, pour restructurer une partie de sa dette, bien que ce projet ait reçu un accueil mitigé de la part de la communauté financière internationale (très critique en Italie et en Espagne, moins au Japon ou en Allemagne).

« L'Espagne fait tous les efforts nécessaires pour que le processus d'échange de la dette soit satisfaisant », a déclaré José Luis Rodríguez Zapatero en visite à Buenos Aires.

Depuis le 14 janvier, Buenos Aires propose aux porteurs d'obligations argentines d'échanger leurs titres impayés depuis décembre 2001 contre de nouvelles obligations de moindre valeur, ayant des intérêts plus bas et une échéance plus longue. Les détenteurs de créances peuvent ainsi espérer récupérer environ un tiers des sommes qui leur sont dues. Cette offre de restructuration de la dette privée impayée, d'un montant de 81,8 milliards de dollars, court jusqu'au 25 février.

Il faut aussi rappeler que les banques qui ont vendus les obligations aux petits porteurs sont largement responsables de leurs malheurs, puisqu'elles se sont débarrassées de ses obligations en toute connaissance de la situation de l'économie du pays. D'ailleurs elles ont perdu plusieurs procès sur ce terrain en Allemagne et en Italie.

Zapatero a également très « diplomatiquement » assuré que Madrid apporterait « tout son soutien » pour que l'Argentine puisse reprendre des relations normales avec le Fonds monétaire international (FMI). Les discussions avec l'institution de Washington sont suspendues le temps que l'Argentine mène à bien le plan de restructuration de sa dette.

Par ailleurs il devait rencontrer les représentants des entreprises espagnoles en Argentine -la vraie raison de son voyage- avant de poursuivre mercredi après-midi au Chili sa tournée latino-américaine commencée au Brésil.

Il s'est dit "confiant" dans la capacité du gouvernement argentin à résoudre le problème des entreprises privatisées à capitaux espagnols concessionnaires de service public, qui réclament d'importantes hausses de tarifs (comme les entreprises françaises) et qui sont très critiquées par la population à cause de la très mauvaise qualité du service.

Plusieurs groupes espagnols et français sont dans cette situation, comme Telefonica (téléphone), Agbar, le deuxième actionnaire d'Aguas Argentinas (eau), et Endesa et Edenor (électricité), etc.

« Les entreprises espagnoles ont l'intention de continuer à investir (en Argentine). Dans un cadre général de confiance et de crédibilité, les difficultés peuvent être surmontées », a estimé le très politique Zapatero.

Sur ce sujet c'est le Gouvernement argentin qui reproche aux multinationales de ne pas respecter les contrats d'investissements alors qu'elles demandent de dollariser leurs bénéfices, une augmentation de 60% de tarifs et l'indexation des futures augmentations sur l'inflation des Etats-Unis, le tout sans aucun contrôle de l'Etat sur l'entreprise comme l'avait négocié Carlos Menem. Le tout dans un pays dont 44% de la population est sous le seuil de pauvreté.

El Correo, 26 janvier 2005